



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRÉFET DES LANDES

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT D'AQUITAINE

St Pierre du Mont, le 12 avril 2013

UNITÉ TERRITORIALE DES LANDES

ÉTABLISSEMENT CONCERNÉ :

LA MONTOISE DU BOIS

à Mont de Marsan

Référence Courrier : SD/IC40/13DP-201

Affaire suivie par : Sophie DELMAS

sophie.delmas@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 05 58 05 76 26 Fax : 05 58 05 76 27

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter de 2002

**Rapport de l'inspection des installations classées
au Conseil Départemental de l'Environnement et des
Risques Sanitaires et Technologiques**

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DOSSIER

La société Montoise du bois est une scierie soumise à autorisation pour le travail du bois par un arrêté préfectoral du 18 mai 1994.

Le 23 juillet 2002, la société Montoise du Bois a déposé à la préfecture des Landes une demande d'autorisation en vue de la régularisation des activités de traitement du bois par trempage.

L'enquête publique a été menée du 1^{er} au 30 septembre 2003. Au cours de la procédure d'instruction du dossier, il est apparu une incompatibilité avec le règlement POS de la commune de Mont de Marsan, le site étant situé dans une zone UC interdisant l'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement. En application de l'article L123-5 du Code de l'urbanisme, l'incompatibilité au POS est opposable à l'implantation des ICPE soumises à autorisation. Cette disposition fit obstacle à la délivrance de l'autorisation d'exploiter au titre des ICPE.

Depuis le 13 mars 2012, la commune de Mont de Marsan dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé. Le site de la Montoise du Bois est toujours classé en zone UC mais le nouveau classement associé autorise la présence d'installations industrielles.

Suite à cette approbation, sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a remis à jour son dossier d'autorisation de 2002 afin de prendre en compte les évolutions survenues depuis et pouvoir proposer à la signature de Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral représentatif des activités actuelles du site.

2. PRÉSENTATION DU SITE ET DE SON ÉVOLUTION DEPUIS 2002

2.1. Activité du site

La scierie est située au 59 bis, route de Sabres BP 247 à Mont-de-MARSAN. L'établissement occupe un terrain d'environ 2,2 ha.

Créée en 1916, la société anonyme MONTTOISE DU BOIS a eu une activité de distillation de la gomme (résine de pin maritime) jusqu'en 1955. A partir de cette date, l'entreprise a évolué vers le travail mécanique du bois. En 1972, elle crée une activité de séchage du bois et, à partir de 1975, de rabotage. Autrefois entouré par la forêt, l'établissement est aujourd'hui entouré de pavillons.

Les activités sont le sciage, le séchage, le rabotage et le traitement fongicide du pin.

L'activité de négoce présente initialement sur le site lors du dépôt du dossier en 2002 a été transféré fin 2011 sur un autre site (SAINT AVIT). Ce transfert a fait l'objet d'une déclaration en préfecture le 25 janvier 2012.

Une cartographie du nouveau parcellaire est jointe en annexe.

En 2012, une nouvelle chaudière à biomasse soumise à déclaration (P=3,4MW) a été mise en service en remplacement de l'existante. Cette dernière est équipée des dispositifs de traitement des fumées (filtre mécanique, électrofiltre). Elle a fait l'objet d'un accusé de réception en date du 8 septembre 2010.

Le 21 août 2003, l'établissement a été certifié conforme à la norme ISO 14001 relative au management de l'environnement, par BUREAU VERITAS.

Le site est situé en zone urbaine. Le voisinage dans un rayon de 3 km est composé:

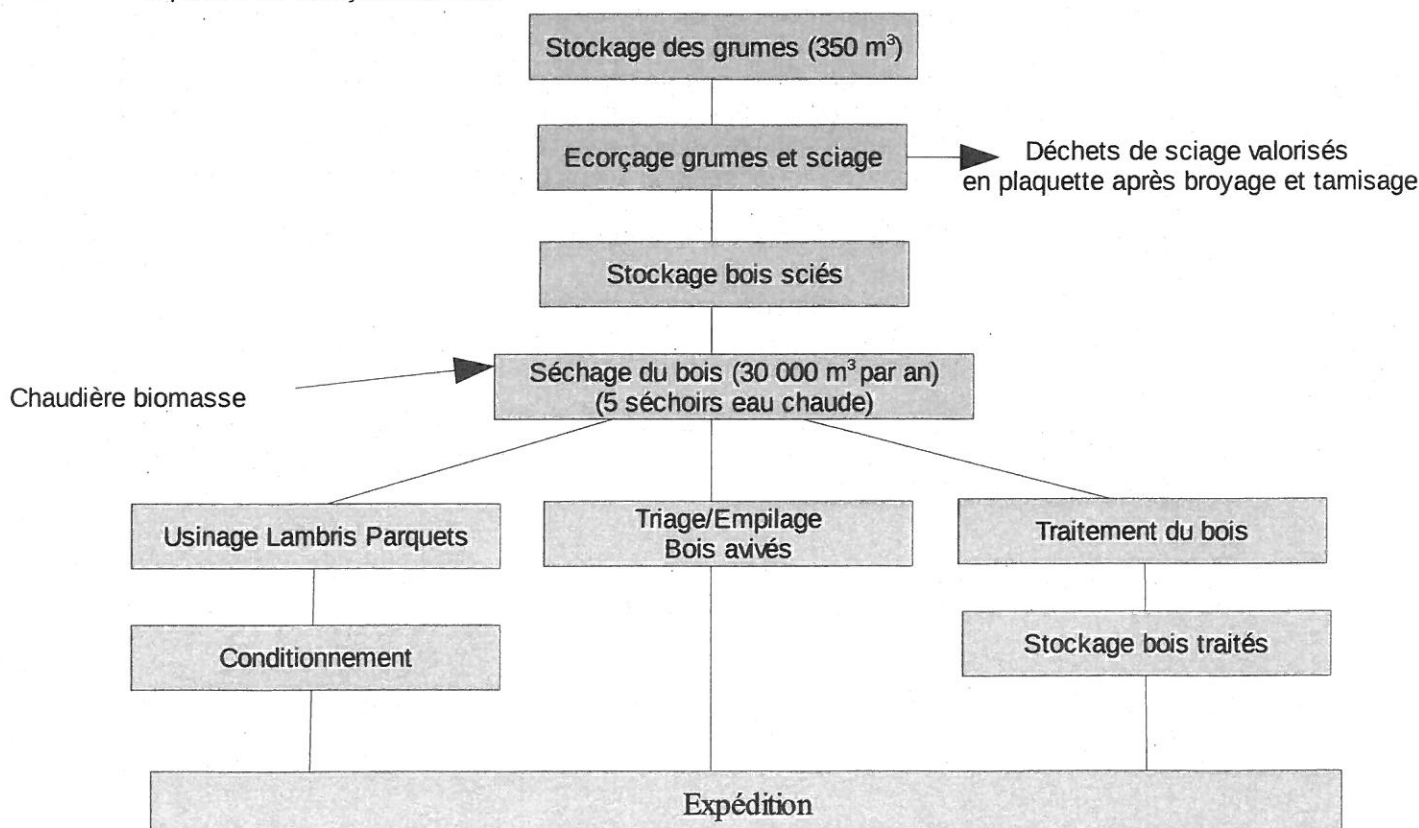
- au nord en bordure du site, la zone SCI du ROND (anciennement loué par la société Montoise du Bois pour ses activités de négoce) et des habitations puis à 700 mètres la Base Aérienne
- au sud et à l'est en bordure du site des maisons d'habitations,
- à l'ouest à 100 m du site des lotissements du quartier Saint Jean d'Aout.

Le ruisseau d'Ambos est situé en limite de propriété sud ouest du site.

2.2. Les caractéristiques des installations

2.2.1. Nature et contexte des installations

Le site de la Montoise du Bois transforme 80 000 tonnes de bois par an. Les activités sur le site sont réparties de la façon suivante:



2.2.2. Lien avec les installations existantes

La demande d'autorisation d'exploiter initial portait sur l'activité de trempage du bois dans une solution biocide et sur l'augmentation de la quantité de bois entreposé. Hors depuis 2002, le site a subi de nouvelles modifications qui ont été jugées non substantielles :

• Installation de Traitement du bois

Un porter à connaissance adressé à la préfecture des Landes le 21 décembre 2009 concernait le remplacement de l'installation de traitement des bois par trempage existante : les modifications étaient les suivantes:

- l'installation existante mettait en œuvre un bac de trempage contenant 5000 l de solution d'emploi et un conteneur de 1000 l de produit concentré,
- la nouvelle met en œuvre un bac de trempage contenant 29 500 l de solution d'emploi et trois conteneurs de 1000 l de produit concentré. Ce bac de trempage est positionné sous un bâtiment couvert de 340 m². La cuve de traitement ($V = 29,5 \text{ m}^3$) est sur rétention dimensionnée pour recueillir 100% de la capacité de la cuve ($V_{\text{rétention}} = 31,5 \text{ m}^3$).

Le nouveau bac de traitement est équipé d'un système automatique d'immersion des piles de bois, 4 piles pouvant être trempées en simultané ou unitairement. Le produit utilisé est le SINESTO B de WOLMAN.

Après une immersion de 3 mn dans une solution contenant ces produits biocides, le système remonte les piles et, par rotation, les incline à 47° pour accélérer l'égouttage. L'égouttage sur le bac d'une durée de 40 mn permet une reprise des piles sans génération de gouttes.

Les bois traités restent ensuite entreposés dans le bâtiment recevant le nouveau bac de traitement pendant 48 h, temps estimé comme nécessaire pour la fixation du produit de traitement. Une fois égoutté, le bois est transféré sur la plateforme de stockage pour chargement.

En 2009, le POS n'ayant pas été révisé, cette modification n'avait pas pu être actée officiellement, la Montoise du bois n'étant pas autorisée à exploiter une installation de traitement du bois.

Cette modification avait été jugée non substantielle car elle permettait d'améliorer les conditions d'exploitation de l'activité de traitement du bois.

• Stockage du bois (modification intervenue depuis le dépôt du dossier en 2002)

Le dossier initial de 2002 comportait aussi l'extension mineure de la surface de l'atelier de sciage vers le Nord-Est (+ 140 m², soit + 14 %), sans augmentation de la puissance des machines. En 2012, suite à l'aménagement d'un nouveau broyeur en 2007 (porté à la connaissance du préfet le 5 février 2007), la puissance installée des équipements de travail du bois est de 1329 KW soit une augmentation de 10%.

Plusieurs avis formulés pendant la procédure indiquent que la demande d'autorisation porte sur la poursuite de l'activité de la scierie. Cette affirmation est erronée car la plupart des ICPE exploitées sont déjà autorisées ou déclarées.

Le 26 janvier 2010, l'exploitant portait à la connaissance de la préfecture le transfert de l'activité de négoce sur un nouveau site basé à Saint Avit (site ayant fait l'objet d'un récépissé de déclaration n°03561). Cette modification a entraîné un abaissement du volume de stockage de bois sous la rubrique 1532 et une modification du périmètre géographique du site, les bâtiments situés à l'ouest du site n'étant dorénavant plus loués. Un plan joint en annexe présente la nouvelle configuration du site depuis le transfert des activités de négoce.

De ce fait, contrairement à ce qui était annoncé dans le dossier initial, le site n'est plus soumis à autorisation au titre de la rubrique 1532 « Stockage de bois » mais reste soumis à déclaration.

• Installation de combustion

Projet porté par la société BIOERE, une nouvelle chaudière à biomasse/eau chaude a été mise en service en septembre 2011. L'exploitation est assurée par la Montoise du bois qui a bénéficié d'un récépissé de déclaration en 2010. Les gaz de combustion sont traités par multicyclone et électrofiltre avant rejet à l'atmosphère par une cheminée de 14,7 m de hauteur.

2.2.3. Classement des installations

L'établissement est réglementé, au titre de la législation relative aux ICPE, par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1994 / 230 du 18 mai 1994, complété par l'arrêté préfectoral n°153/2002 du avril 2002 (diagnostic de la pollution éventuelle du site).

Désignation de l'activité	Rubrique	Volume de l'activité AP 1994	Régim e	Volume de l'activité DDAE 2002	Régime	Volume de l'activité 2012	Régime
Atelier où l'on travaille le bois (lorsque P installée > 200 kW)	2410-1	1250 KW (A)	A	P = 1264 kW (A)	A	1329 KW	A
Broyage, déchiquetage,... de substances végétales (lorsque P > 500 kW)	2260-2-b	180 KW	D	180 KW	D	245 KW	D
Installation de mise en œuvre de produits de traitement des bois (lorsque V > 1000 l) (activité non réglementée – cf remarques)	2415-1	/	/	1 bac de trempage de 5 000 litres	A	1 bac de trempage de 29 500 litres	A
Dépôt de bois sec et matériaux combustibles analogues (lorsque V > 20 000 m3)	1532	3500 m3	D	36 900 m3	A	6000 m3 (*)	D
Installation de combustion	2910 a-2	Chaudières et groupes électrogènes P=4,65 MW	D	Chaudières et groupes électrogènes P=8 MW		Chaudière à bois en secours : 2,9 MW Nouvelle chaudière 3,4 MW P= 6,4 MW	D
Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement, très toxique A (entre 20 et 100 tonnes)	1172-3	/	/	/	/	3 m3 profuit pur SINESTO B	NC

(*) abaissement du volume suite au transfert de l'activité de négoce sur un autre site.

2.2.4. Rythme de fonctionnement

Le dossier ICPE déposé en 2002-2003 décrit une activité de la scierie de 6 h 00 à 22 h 00, donc en partie dans la tranche horaire « nocturne » définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 : entre 6 h 00 et 7 h 00, où l'émergence limite réglementaire est réduite. La société Montoise est ouverte 5 jours sur 7.

2.2.5. Garanties financières

Le décret n°2012-633 du 3 mai 2012 et les arrêtés du 31 mai 2012 dont la date d'entrée en vigueur était le 12 juillet 2012 ont modifié les articles R516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

A compter de cette date, l'installation de traitement de bois exploitée par la société MONTOISE DU BOIS est visée par l'obligation de garanties financières:(installation de traitement de bois listée en annexe II de l'arrêté du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à garantie financière en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement).

L'exploitant a donc transmis le 6 février 2013 une proposition de calcul des garanties financières. Les modalités sont celles fixées par l'arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et

d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines. Les coûts de transport et de traitement des différents déchets présent sur le site ont été justifiés par devis.

Le montant de la garantie financière proposé par l'exploitant et validé par l'inspection des installations classées est de 60 900 euros. En conséquence, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations exploitées par la société LA MONTTOISE DU BOIS, le montant, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, étant inférieur à 75 000 €.

L'exploitant devra toutefois présenter tous les 5 ans un état actualisé du montant de ses garanties financières. Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé au montant de référence figurant au sein de l'article 1.6.3 (article 1.6.4 du projet de prescriptions techniques).

2.3. L'impact en fonctionnement normal et les mesures de réduction

2.3.1. Risque de pollution chronique ou accidentelle des eaux de surfaces ou eaux souterraines

L'installation de traitement des bois n'émet aucun rejet de type industriel mais est susceptible de générer 2 types de pollution des sols et de la nappe:

- une **pollution chronique** pouvant provenir de mauvaises pratiques dans le traitement des bois en matière d'égouttage ou de pluvio-lessivage des bois traités ;
- une **pollution accidentelle** par perte de confinement des produits de traitement liquides utilisés.

Les substances actives biocides contenues dans le SINESTO B sont :

- le chlorure de triméthylcocoammonium (n° CAS 61789-18-2),
- le tétraborate de sodium décahydraté (n° CAS 1303-96-4).

Le risque de **pollution chronique** est réduit car les piles de bois traité font l'objet :

- d'un égouttage de 40 mn en plan incliné à 47°C au dessus du bac,
- d'un temps de stabilisation de 48 heures sous hangar avant transfert vers la plateforme de stockage pour expédition.

Le risque de **pollution accidentelle** est également réduit compte tenu de la mise sur rétention des bacs de trempage et des conteneurs de produit de traitement. Les appareillages de dilution et de remplissage des bacs sont équipés des sécurités nécessaires, pour empêcher tout débordement ou perte de confinement, et d'alarmes pour les signaler.

L'environnement de l'établissement est particulièrement vulnérable, celui-ci se trouvant en zone urbaine Le ruisseau le plus proche est le ruisseau d'Ambos.

2.3.2. Rejets Aqueux

Le site n'est pas à l'origine de rejets d'eaux usées industrielles.

Les eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées et les eaux de toiture des bâtiments sont collectées par un réseau interne. Ce réseau unitaire collecte également les eaux usées du site.

Le 21 novembre 2005, la Montoise du Bois a fait une demande d'autorisation de rejet auprès de la régie municipale de Mont de Marsan. Une convention a été signée le 24 février 2006 qui autorise la société La Montoise du Bois à rejeter dans le réseau communal les eaux usées et les eaux pluviales du site. L'exploitant réalise annuellement des campagnes d'analyses au point de raccordement avec le réseau communal (point de prélèvement situé au niveau du parking): les résultats de ces campagnes mettent en avant la conformité des rejets du site avec les valeurs limites en concentration imposées dans la convention (équivalentes aux valeurs limites réglementaires imposées dans l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 fixant les conditions de rejets lors d'un raccordement à une station d'épuration collective).

Depuis 2002, l'exploitant a engagé des actions afin de réduire les impacts du rejet de la Montoise du bois sur le réseau communal:

- zone de livraison de carburant sur rétention, avec séparateur à hydrocarbures à obturation automatique et filtre coalesceur (réalisé)
- mise en place d'un obturateur en aval du réseau unitaire du site (en amont du point de raccordement avec le réseau communal) permettant de retenir tout épandage accidentel de produits liquides ou de d'eaux d'extinctions incendie (prévu pour 2013).

2.3.3. Sol et eaux souterraines

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 153/2002 du 9 avril 2002 a imposé à la Société MONTOISE DU BOIS de faire réaliser un diagnostic de la pollution éventuelle du site et une évaluation simplifiée des risques correspondants. Sur la base d'analyses de 3 forages de sol (pentachlorophénol, carbendazime, TCMTB, hydrocarbures) et d'analyses de 3 prélèvements d'eau souterraine (même paramètres recherchés que dans le sol), cette étude concluait à une absence de contamination.

Depuis 2002, l'industriel met en œuvre un programme de contrôle des eaux souterraines. Cette surveillance a conduit à identifier en 2009 une pollution au propiconazole liée à de mauvaises pratiques : lors de fortes pluies, afin de ne pas faire varier la dilution du bac, un ouvrier avait déconnecté le réseau de collecte des égouttures et avait déversé ces dernières dans le terrain voisin. Cette pollution a conduit l'exploitant à remplacer sa station de traitement en 2010. Des travaux de dépollution (excavation et transport vers un centre de stockage de déchet ultimes) ont été réalisés en 2010 encadrer par un arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2009.

Les dernières campagne sur les eaux souterraines mettent en avant la présence d'un résiduel de pollution au propiconazole dans le PZ3 qui tend à diminuer. Les valeurs relatives aux substances de produit de traitement actuellement utilisé montrent l'efficacité du processus actuel.

La mesure réalisée sur le cours d'eau d'AMBOS en 2012 démontre l'absence d'impact lié.

2.3.4. Pollution de l'air

Le dossier évoque les mesures prises contre les émissions de poussières à partir des circuits d'aspiration de sciures et à partir de la chaudière.

Depuis 2002, l'exploitant réalise une campagne trisannuelle des rejets provenant des circuits d'aspiration des poussières. Ces circuits sont équipés de filtres à manches. Les résultats montrent des niveaux de concentration en poussières bien inférieure à la valeur limite de 30 mg/Nm³ fixé par l'arrêté préfectoral de 1994.

L'établissement exploite une nouvelle chaudière à biomasse (bois) d'une puissance 3,5 MW depuis 2010. La chaleur produite est utilisée pour sécher le bois. Le dispositif de traitement des rejets de la chaudière comporte un dépoussiéreur multicyclone et un électro-filtre, en série. La hauteur de la cheminée est de 14,7 mètres. Les rejets de la chaudière ont été contrôlés en mars 2012. Ils sont conformes à l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration.

L'ancienne chaudière (autorisée par l'AP du 18 mai 1994) décrite dans le DDAE initial de 2002 ne fonctionne plus depuis septembre 2011 mais l'exploitant souhaite la conserver dans le cadre d'un projet éventuel de développement du site (mise en place d'une unité de pellets). Les deux dernières campagnes réalisées en 2007 et 2009 montrent que les rejets de cette chaudière sont également conformes à l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 susvisé. Il est à noter pour cette dernière que dans le cadre du dossier initial de 2002, une non-conformité sur le paramètre Monoxyde de carbone avait été identifiée durant l'instruction. Suite à ce constat, l'exploitant a opéré à de nouveaux réglages sur son installation de combustion afin de revenir à des niveaux de monoxyde de carbone inférieurs à 250 mgNm³.

En mars 2004, suite à une plainte déposée par un riverain alentour, l'exploitant a fait réaliser une campagne de retombées des poussières, selon la norme NF X 43-007. *Nota : ce type de contrôle est imposé par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (article 63) aux installations qui rejettent dans l'air plus de 50 kg/h de poussières.*

La mesure a été effectuée par le Laboratoire Départemental des Pyrénées Atlantiques, basé à Lagor (rapport du 16 avril 2004). Quatre plaquettes ont été déposées aux abords de la scierie, pendant une durée d'un mois (voir localisation sur le plan annexé). Les résultats sont compris entre 1,5 et 8,6 g/m².mois. Parmi les poussières, le taux de poussières de bois est compris entre 29 et 61 %. Le laboratoire estime qu'il s'agit d'une zone faiblement polluée, car les retombées sont inférieures à 30 g/m².mois.

2.3.5. Bruit et vibrations

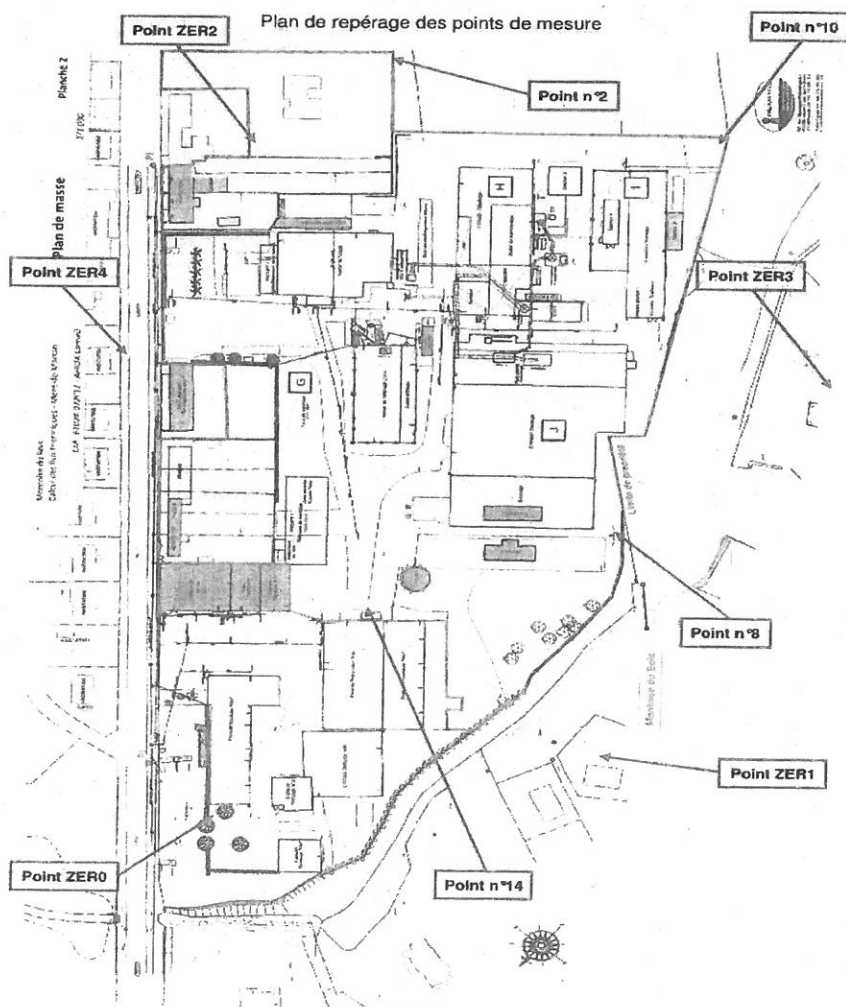
Le dossier mis à jour en 2012 présente l'impact sonore de l'établissement. Des résultats de mesures acoustiques de 1998, 2000, 2001, 2004, 2006, 2009 et 2012 y figurent.

La MONTJOISE DU BOIS a mené un programme de réduction des nuisances sonores comportant :

- le traitement du secteur « Scierie », effectué en 2002, avec : mur anti-bruit long de 20 m sur la façade Sud, insonorisation de la chaufferie, insonorisation de la ligne de transfert des poussières, traitement sonore du ventilateur, du broyeur et du séchoir 3 ;
- le capotage de l'extracteur de l'atelier à copeaux en 2003.

L'exploitant a fait réaliser une nouvelle campagne de mesurage des niveaux sonores en 2012. Les points de mesurage sont représentés sur la cartographie jointe à la page suivante. Les conclusions mettent en avant une non conformité au niveau des ZER 3 et ZER4 de jour et de ZER4 de nuit.

Le rapport indique que la mesure du bruit résiduel au droit des zones ZER 1 et ZER4 n'a pas été réalisée, le bureau d'étude ayant choisi de mesurer un « bruit résiduel équivalent » en un point ZER0 (point mesuré durant le fonctionnement des installations dans une zone éloignée non influencée par les bruits provenant du site industriel). Il s'avère que cette méthode a surestimé l'émergence induite au niveau des zones ZER1 et ZER4, le point ZER0 étant situé dans une zone moins impactée par le trafic routier. De ce fait, les résultats obtenus ne sont pas pertinents et ne peuvent pas permettre de conclure sur la conformité de l'établissement à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.



Au vu de cette analyse, le projet d'arrêté préfectoral impose à l'exploitant de réaliser sous un an une nouvelle campagne de mesure sonore: cette nouvelle campagne devra comporter une mesure du bruit résiduel et ambiant réalisée au droit de chaque point de mesure.

Les valeurs réglementaires imposées en limite de propriété et en zones à émergence réglementée sont celles de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

2.3.6. Vibrations

Par lettre du 12 décembre 2003, l'industriel a adressé la copie du rapport APAVE (agence de Tresses (33)) qui relate les mesures de vibrations acoustiques effectuées le 27 novembre 2003, selon la méthodologie définie par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986. Le point de mesure est situé sur le seuil de la porte-fenêtre du séjour du voisin de l'établissement résidant 55, avenue de Sabres, côté jardin, c'est à dire à environ 55 m du centre de l'atelier de sciage.

Les analyses en fréquence font apparaître les fréquences caractéristiques suivantes :

- 5 Hz et ses harmoniques, créées par l'équipement appelé « châssis à cadre oscillant EWD » ;
- 7,8 Hz, créée par le broyeur.

Le niveau de vibrations le plus élevé mesuré (parmi les différentes plages de fréquences et les différentes directions) est celui mesuré dans l'axe Az (verticale) ; il est de 0,182 mm/s. L'intensité des vibrations a doublée, entre 1997 et 2003.

La vitesse maximale 2003 reste néanmoins inférieure à la vitesse limite de 3 mm/s définie, pour les fréquences les plus basses, par les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986, dans le cas de constructions sensibles aux vibrations (il s'agit de la valeur-limite en dessous de laquelle la probabilité de désordres dans la construction est pratiquement négligeable).

Dans un additif du 24 mars 2004, l'APAVE complète le rapport, en ce qui concerne les effets des vibrations sur les riverains : les règles techniques annexées à la circulaire de 1986 indiquent qu'« en règle générale, on observe que, lorsque l'étude sismique a réglé le problème de la sécurité des constructions, celui des autres nuisances des occupants de ces constructions se trouve résolu ».

2.3.7. Production de déchets

Les emballages du produit de traitement vides (environ 2 bacs de 1000 litres par an) et les sciures imprégnées recueillies au fond du bac (environ 100 kg/an) sont des déchets classés dangereux, identifiés en tant que tels par la MONTOISE DU BOIS. Ils sont éliminés : pour les emballages par reprise par le fournisseur BUCKMAN, pour les boues de sciures imprégnées par SOVRAC.

2.3.8. Impact sur la santé des populations

Comme polluant traceur pour l'évaluation des effets sanitaires, l'étude d'impact retient les rejets de poussières, qui sont déclarés être « le principal rejet atmosphérique ». Ces rejets proviennent essentiellement des ateliers de travail du bois, l'installation de traitement de bois, objet de la demande de régularisation, n'est pas à l'origine de rejets de poussières.

A partir d'un terme source de 148 g de poussières/h, la modélisation contenue dans l'étude d'impact (atmosphère stable, vent de 6 m/s, hauteur du rejet de 8 m) prévoit une concentration maximale au sol, à environ 120 m sous le vent, d'environ 13 µg/m³. Cette valeur est inférieure au seuil de 40 µg/m³ défini pour la préservation de la santé humaine, pour une exposition permanente (la directive CEE du 22 avril 1999 vise également un objectif de 20 µg/m³ en 2010). Dans cette approche, l'absence de prise en compte du changement des directions du vent apporte un facteur de sécurité.

2.4. Les risques accidentels ; les moyens de prévention

2.4.1. Risque d'incendie

Les stocks de bois et pièces en bois présentent naturellement un risque d'incendie. Le produit de traitement du BOIS pur possède un point d'éclair supérieur à 72 °C (liquide inflammable de 2^{ème} catégorie). Suite au transfert de l'activité de négoce, la Montoise du Bois a mis à jour en juillet 2012 l'étude des dangers. Les aires de stockage sont désormais les suivantes:

- Aire de stockage G : stockage de planches à l'air libre,
- Bâtiment H: stockage de balles de copeaux de bois
- Bâtiment I: stockage de planches

- Bâtiment J : stockage de planches

Les flux thermiques ont été modélisés avec le logiciel FLUMILOG. Les distances des zones de dangers nouvellement calculées sont plus faibles que celles initialement présentées dans le cadre de l'instruction du dossier d'autorisation de 2002.

Le périmètre de sécurité inscrit au zonage du PLU (suite à un porter à connaissance de l'inspection des installations classées du 6 juin 2011 portant sur les zones de dangers estimés en 2002) est compatible avec les activités du site (voir plan annexé).

Les moyens en eau incendie ont été estimés d'après la circulaire D9A. Les besoins sont de 420 m³/h. Les moyens actuels du site sont donc largement compatibles, le site disposant :

- de deux poteaux incendies externes délivrant 60 m³/h,
- d'une réserve incendie de 480 m³
- d'un réseau d'extincteurs et de RIA conformes aux règles R4 et R5 de l'APSA.

Les eaux d'extinctions incendie seront retenues sur site par obturation du réseau eaux pluviales. Une consigne devra être mise en place.

2.4.2. Foudre

L'exploitant a réalisé en septembre 2010 l'analyse du risque foudre suivi de l'étude technique en mai 2011.

L'installation des dispositifs de protection a été réalisée, par la société INDELEC en février 2012 pour un montant de 20 keuros (installation supplémentaire d'un paratonnerre, de parafoudres et mise en place des doubles descentes). La vérification a été réalisée au troisième trimestre 2012.

2.4.3. Risque d'écoulement de liquide polluant

La toxicité du produit de traitement du bois est présenté au paragraphe 2.3.1 du présent rapport. Le dossier évoque les risques de pollution accidentelle, par écoulement ou emport de produits chimiques, par exemple via les eaux d'extinction d'un incendie, et il présente les parades mises en œuvre. En ce qui concerne l'activité de traitement du bois par trempage, il s'agit notamment des dispositions déjà mentionnées au paragraphe 2.3.1.

3. PRINCIPAUX TEXTES APPLICABLES A L'INSTALLATION OU A L'ETABLISSEMENT

[1] Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (JO du 27 mars 1997) modifié par les arrêtés du 15 novembre 1999 (JO du 3 décembre 1999), du 3 avril 2000 (JO du 17 juin 2000) et du 24 janvier 2001 (JO du 14 février 2001)

[2] Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (JO du 3 mars 1998) modifié à plusieurs reprises et, dernièrement, le 3 janvier 2005 (JO du 12 février 2005).

[3] Arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1131 : Emploi ou stockage des substances et préparations Toxiques (JO du 25 août 1998).

[4] (à titre indicatif) arrêté ministériel du 17 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2415 relative aux installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés (JO du 2 février 2005).

4. LA CONSULTATION ET L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique a été ouverte par l'arrêté préfectoral n° 2003/549 du 12 août 2003, pour une durée d'un mois, du 1^{er} au 30 septembre 2003. A l'initiative de Monsieur le Commissaire Enquêteur, une prolongation jusqu'au 9 octobre 2003 a ensuite été décidée.

4.1. Les avis des conseils municipaux

Commune	Remarques formulées	Eléments de réponse
Mont-de-Marsan (délibération du 9 octobre 2003)	la cohabitation de cette activité dans une zone urbaine d'habitation pose problème. le conseil municipal a connaissance de nombreux contentieux. il émet un avis <u>favorable</u> mais précise que, pour l'avenir, il sera difficile d'autoriser le développement de l'activité scierie. Il précise aussi que le futur PLU nécessitera de prendre en compte cette situation.	Situation de la montoise du bois prise en compte dans le nouveau PLU (intégration du risque technologique avec maîtrise de l'urbanisme au niveau des zones de dangers).
Saint-Pierre-du-Mont (délibération du 24 septembre 2003)	<u>approbation</u>	[commentaire : la délibération contient une présentation de l'établissement sur la base du tableau des ICPE de novembre 2002. Ce tableau a été modifié par le complément de juin 2003].
Campet et Lamolère Uchacq-et-Parentis	pas d'avis reçu	

4.2. Les avis des services

Service	Remarques formulées	Eléments de réponse
Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours	Par lettre du 22 avril 2005, la DDSIS indique qu'il ne lui est pas possible d'émettre un avis, étant donné que certains paramètres figurant dans le dossier de 2002 ne sont pas à jour.	Parmi ces paramètres, on note la ressource en eau Incendie, qui a été renforcée début 2004 avec la création d'une cuve de 480 m ³ .
Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (avis du 13 octobre 2003)	l'avis n'est <u>pas favorable</u> , motivé par : <ul style="list-style-type: none"> - situation fortement enclavée dans le tissu urbain, - classement UC du POS qui n'autorise pas l'extension de l'activité, - usine bruyante et polluante (avec dispersion de produits toxiques dans l'atmosphère), - insuffisance de l'évaluation des risques sanitaires de l'établissement (notamment, mesure des rejets et effets sur l'homme). 	Les rejets (notamment, celui de la chaudière à bois) et les émissions sonores sont présentés dans le dossier. La chaudière est une ICPE soumise à déclaration ; dans le projet d'arrêté proposé, le monoxyde de carbone (gaz toxique rejeté) est réglementé comme s'il s'agissait d'une installation nouvelle. La procédure de demande d'autorisation concerne le trempage et le stockage de bois et non la scierie. Néanmoins, l'industriel a fait réaliser, en 2004, une mesure des retombées de poussières par le Laboratoire Départemental des PA (voir II-4-3) : elle montre un niveau de retombées de poussières acceptable.
Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (avis du 15 octobre 2003)	en dehors des observations de la MISE qui doivent être respectées, <u>pas d'opposition</u> sur ce dossier.	
Direction Départementale de l'Équipement (avis du 20 octobre 2003)	La DDE signale que le site est en zone UC du PLU, où les implantations d'ICPE soumises à autorisation ne sont pas autorisées.	
Direction Régionale des Affaires Culturelles (*) (avis du 28 août 2002)	le dossier n'appelle pas la mise en œuvre de mesures d'archéologie préventives	

<p>Direction Régionale de l'Environnement (avis du 20 août 2003)</p>	<p>avis <u>favorable</u> sous réserve de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - existence d'une convention de rejet dans le réseau d'assainissement collectif, - installation d'un dispositif de disconnection pour protéger le réseau AEP, - surveillance de la nappe superficielle, - surveillance de la qualité du ruisseau d'Ambos, - réalisation d'une campagne de mesure du bruit, à l'issue des travaux d'insonorisation, - prescription de mesures d'entretien des abords, pour prévenir la propagation d'un incendie. 	<p>Convention signée en 2006</p> <p>. Début 2005, il a été installé.</p> <p>. La surveillance des eaux souterraines est réalisée.</p> <p>. Le ruisseau a été contrôlé en avril 2012, sans détection de traces de polluant. Nous prévoyons dans le projet d'arrêté joint, une surveillance tous les 3 ans.</p> <p>. L'étude d'impact repose sur plusieurs campagnes de mesures acoustiques. L'exploitant s'engage à effectuer une nouvelle campagne avant la fin d'année 2013. Elle est également imposée par le projet d'arrêté joint.</p> <p>. L'obligation de débroussaillage est rappelée par le projet d'arrêté joint.</p>
<p>Mission Inter-Service de l'Eau (avis du 14 octobre 2003)</p>	<p>avis <u>défavorable</u></p> <p>dans l'attente d'informations sur la destination des eaux pluviales, notamment celles qui ont été en contact avec les bois traités.</p>	<p>la destination des eaux pluviales est indiquée dans le dossier : réseau public unitaire puis station d'épuration collective. Les bois traités ne sont pas en contact avec les eaux pluviales : stockage des bois traités sous abri durant 48 heures minimum puis stockés ensuite à l'extérieur mais protégés des eaux météoriques par la mise en place de « chapeaux » au dessus des piles de bois traités.</p>

(*) La DRAC a été consultée par la préfecture le 21 août 2002, avant la consultation ICPE, dans le cadre de la loi relative à l'archéologie préventive (en application des articles 9 et 14 du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002).

4.3. L'enquête publique

Dans son rapport du 21 octobre 2003, Monsieur le Commissaire Enquêteur présente les observations formulées pendant l'enquête publique et il analyse la pertinence des réponses contenues dans le mémoire en réponse produit par la MONTOISE DU BOIS le 20 octobre 2003.

L'enquête a donné lieu à 66 remarques enregistrées, formulées par 30 personnes. D'autres personnes sont venues dénoncer des nuisances, mais sans noter par écrit leur opinion. La très forte majorité des personnes ayant exprimé leur opinion par écrit n'ont pas consulté le dossier. Sur les 66 remarques, 38 sont négatives, 2 sont positives, 26 formulent des commentaires ou suggestions.

Les principales observations sont :

Remarques formulées par le public	Réponse de la MONTOISE DU BOIS
publicité faite autour de l'enquête publique jugée insuffisante	la MONTOISE DU BOIS ne gère pas les formalités de publicité de l'enquête publique
nuisances subies : - pollution de l'air par les poussières, - impact sur la santé du aux produits employés (allergie, asthme) dénoncé ou insuffisamment étudié - odeurs de fioul, - bruits, - plage horaire de travail (06 ^h 00 ~ 22 ^h 00) trop large, - vibrations, qui provoquent des fissures dans les murs, - circulation excessive de poids lourd (vitesse excessive, dégâts aux trottoirs, bruit), - pollution de l'eau par les purges de déconcentration, - mousses sur le ruisseau d'Ambos (origine indéterminée). et refus des dangers associés à l'entreposage de bois (incendie) et au produit de traitement du bois, qui pollue l'air et l'eau.	. les rejets canalisés sont traités (filtrés) avant rejet. les concentrations dans l'air sont très inférieures aux valeurs de référence sanitaire. . le trempage du bois ne dégage pas de vapeurs en quantité significative pour polluer l'air. . des émanations peuvent provenir de brûlages à l'air libre réalisés par des tiers. . des isolations phoniques et un système anti-vibration ont été installés. . la circulation générale sur la route de Sabres induit des vibrations, dont la scierie n'est pas à l'origine . les poids lourds en transit dans l'établissement représentent 7,3 % du trafic poids lourds (20 sur 274, selon le comptage DDE). . généralisation des systèmes de rétention avec récupération et traitement des rejets . traitement des effluents liquides par convention avec la mairie . il n'y aura pas de pollution significative des eaux de surface. les populations ne sont pas exposées aux rejets liquides. . une surveillance périodique de la nappe phréatique est mise en œuvre. . le rayonnement thermique en cas d'incendie n'atteint pas les habitations des tiers.
demandes de déplacement de la scierie vers une autre implantation. incompatibilité avec le POS dénoncée. valeur foncière des terrains alentour dévaluée.	la scierie est implantée depuis 1916, au départ dans la forêt de pins. on ne peut éliminer le passé aussi simplement. les pavillons ont presque tous été construits alors que la scierie existait déjà. une étude du déplacement de la scierie a été réalisée dans les années 1990, mais ce projet était impossible financièrement. le nouveau PLU intégrera la présence de la société sur ce site.
intérêt de préserver des emplois	
craintes sur les conditions de remise en état du site, après la cessation d'activité	l'engagement de travaux de remise en état figure dans le dossier ICPE déposé

En conclusion (qui est scindée en deux : scierie et négoce d'un côté, traitement du bois par trempage de l'autre), le Commissaire Enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation, basé sur le constat des améliorations apportées pour réduire les impacts et sur la mise aux normes complète de l'installation de trempage du bois.

De plus, il formule les réserves et recommandations suivantes :

- mesurer les retombées de poussières → (ces mesures ont été faites début 2004 et ont démontré un taux d'empoûssièrement faible: résultats de 1,98 g/m² à 2,6 g/m² pour une cible <30 g/m².)
- mesurer les vibrations → réalisé en 2003 – voir § 2.3.6
- améliorer la gestion des effluents liquides → réalisé par la mise en place d'une convention de rejet avec la mairie.
- adapter et respecter les horaires de circulation des poids lourds

- assurer la rétention des égouttures, fuites et débordements accidentels → *(fait depuis mise en place du nouveau bâtiment de traitement des bois)*
- respecter un éloignement entre l'activité de trempage et la limite de propriété → *fait suite à la mise en place du nouveau bâtiment de traitement des bois*
- sol étanche, au niveau du circuit de transport des bois traités vers le hangar de stockage → *fait*

L'inspection des installations classées note qu'aucune plainte n'a été déposée ces dernières années (depuis 2004).

5. ANALYSE ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Durant la procédure, la défense Incendie de l'établissement a été renforcée par la création d'une réserve d'eau de 480 m³. Cette avancée est très importante. Il s'agissait selon nous du principal point faible de l'établissement.

De même, l'exploitant a mis en place en 2010 une nouvelle installation de traitement du bois équipée de divers systèmes de sécurité ayant pour fonction la maîtrise de la pollution des eaux et des sols ainsi qu'une nouvelle chaudière à biomasse.

L'inspection des installations classées a procédé à l'analyse du dossier de demande, à la lumière notamment des remarques formulées au cours des enquêtes publique et administrative. Cette étape nous conduirait, en cas d'autorisation, à proposer les prescriptions techniques suivantes :

- imposer une nouvelle mesure acoustique, avant la fin de l'année 2013,
- installer un obturateur au niveau du réseau eaux pluviales,
- imposer le stockage des bois traités sous abri ou système équivalent (type chapeau au dessus des piles de bois) permettant d'éviter l'entraînement de biocides par lessivage des bois traités lors d'épisodes pluvieux.

Ces dispositions, conjuguées aux conditions d'exploitation de l'activité de trempage, au renforcement déjà effectif de la défense Incendie permettent d'atteindre un niveau de sécurité conforme à la réglementation.

L'arrêt de l'activité de négoce et son transfert sur une zone artisanale a eu un impact positif sur le site de la route de Sabres :

- réduction du trafic poids-lourds,
- réduction des potentiels de dangers incendie.

Concernant le sujet de du réseau unitaire du site, celui-ci collecte uniquement les eaux usées et les eaux pluviales du site. Le site n'est à l'origine d'aucun rejet d'eaux industrielles. Le réseau communal est lui aussi de type unitaire: il peut donc recueillir les eaux usées et les eaux pluviales du site, ce qui a été acté par une convention de raccordement signée en 2006.

6. POSITIONNEMENT DE L'EXPLOITANT

L'exploitant s'est positionné en date du 11 avril 2013 et n'a émis aucune remarque.

7. CONCLUSION

Compte tenu des éléments exposés dans le présent rapport, nous proposons au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de se prononcer favorablement sur la demande d'autorisation, sous réserve que l'exploitant respecte le projet de prescriptions joint en annexe.

En application du Code de l'environnement (articles L.124-1 à L.124-8 et R.124-1 à R.124-5) et dans le cadre de la politique de transparence et d'information du public du ministère en charge de l'environnement, ce rapport sera mis à disposition du public sur le site Internet de la DREAL.

**L'ingénieur de l'industrie et des mines,
inspectrice des installations classées,**



Sophie DELMAS

Vu et transmis avec avis conforme,
Le Chef de l'Unité Territoriale des Landes



Hervé Labelle

PJ : projet de prescriptions techniques

